



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BARRICADES

Bulletin Jeunes Travailleurs - Janvier 2012

www.npa2009.org // contact-jeunes@npa2009.org // npa.jeunes.free.fr

SOMMET « SOCIAL » DU 18 JANVIER, UNE AVALANCHE D'ATTAQUES EN VUE !

« Sortir de l'esprit des 35 heures » Xavier Bertrand, ministre du Travail

Le 31 décembre 2011, Sarkozy a prononcé ses vœux pour la nouvelle année, dans un contexte d'accélération du chômage (il devrait y avoir 3 millions de chômeurs en 2012). Le lendemain, il prononçait un discours lors d'une visite à la police de Metz – un signal sans ambiguïté envoyé aux électeurs du Front National.

Aucun doute n'est possible : c'est une nouvelle offensive anti-sociale qui se prépare à l'occasion du «sommet social» prévu pour le 18 janvier. Sarkozy a déjà annoncé des décisions «importantes», contre la protection sociale, contre le code du Travail.

Toujours plus de précarisation

Concernant le statut du Travail, l'objectif du sommet du 18 janvier est de s'attaquer aux «freins à l'emploi», c'est-à-dire aux diverses garanties dont bénéficient les salariés.

► La grande idée serait d'avancer vers des accords d'entreprise «à l'allemande». Ces accords permettraient de légaliser une plus grande flexibilité, le développement des temps partiels contraints, des baisses de salaires «volontaires», etc... en échange de soi-disant garanties sur la sauvegarde de l'emploi.

En clair il s'agirait de donner des garanties au chantage patronal à l'emploi.

► « Je crois à l'activité partielle », affirme Sarkozy. Concrètement, la simplification du recours au chômage partiel serait à l'étude, ainsi que le versement d'une allocation complémentaire aux salariés concernés (la

«flexisécurité»). Une fois de plus, c'est tout bénéfique pour les patrons qui verraient une partie de leurs charges transférées à la collectivité...

► Enfin, il serait question d'un allongement de la durée des CDD de 18 à 30 mois. Autrement dit, les jeunes, qui passent massivement par les CDD, seraient voués à la précarité sans limites...

Un hold-up patronal sur la protection sociale ?

Sarkozy et sa clique ne cessent de larmoyer sur la «désindustrialisation». Ces dernières semaines, toute une campagne nationaliste a été déclenchée afin de faire croire que nos propres capitalistes n'auraient pas de responsabilités dans la montée du chômage. Désormais, afin de «doper la compétitivité» des industriels, il serait urgent de «baisser le coût du travail», autrement dit de baisser les salaires réels. Un projet de «TVA sociale» est en gestation – Sarkozy a annoncé le dépôt d'un projet de loi dès la fin du sommet social du 18 janvier.

L'idée est simple. En France, une partie de nos salaires (le salaire «socialisé» ou «différé») est versé directement par les patrons aux caisses de retraite, de chômage, etc. L'objectif serait de remplacer ce mécanisme par une augmentation de la TVA, donc à la charge des consommateurs, des salariés.

En clair, le projet de Sarkozy serait un hold-up sur la partie indirecte des salaires au profit des patrons.

C'est tout le système de protection sociale dont bénéficient les salariés depuis l'après-guerre qui serait remis en cause !

Même le droit de grève est menacé...

Avec des attaques d'une telle ampleur, on peut envisager qu'éclatent des conflits face aux conditions d'emploi. On l'a vu récemment, avec la grève des agents aéroportuaires, dont la situation d'extrême précarité ressemble beaucoup à ce que Sarkozy et le MEDEF nous promettent à tous.

On ne sera donc pas surpris que Sarkozy annonce l'extension du service minimum – des mesures anti-grève – au transport aérien. Il serait question du dépôt d'un projet de loi dans les plus brefs délais.

Résister !

Face à l'offensive qui s'annonce, que faire ?

► Les directions des principaux syndicats se préparent à participer au sommet du 18 janvier. Mais qu'y a-t-il à discuter sur la base de tels projets ? Il est pour le moins illusoire de vouloir obtenir quoi que ce soit en s'asseyant autour d'une table avec le gouvernement, à froid et sans avoir de rapport de force. Au contraire, tout devrait être fait pour que le sommet social ne puisse se tenir. Affaibli comme il l'est, il est douteux que Sarkozy puisse passer en force sur de tels sujets. **C'est pourquoi il faut boycotter le sommet social du 18 janvier.**

► Tout doit être fait pour empêcher le vote du projet annoncé par Sarkozy relatif à la «TVA sociale». Si le projet venait à se concrétiser, il reviendrait à l'ensemble des forces de la gauche politique, syndicale, associative... d'organiser une mobilisation nationale, unitaire, à l'occasion du vote du projet à l'Assemblée.

Pour une politique anticapitaliste

Les jeunes sont en première ligne. C'est nous qui payons le prix le plus lourd pour la crise capitaliste : par le chômage, avant tout, mais aussi par la précarisation massive, les baisses de pouvoir d'achat, etc. Pourtant, des solutions existent.

L'annulation totale de la dette publique, une réforme fiscale anticapitaliste revenant aux modalités et taux en vigueur il y a trente ans, la fin des exonérations de cotisations sociales pour les patrons, permettraient à elles seules d'augmenter substantiellement les salaires, retraites et minima sociaux, tout en aidant à reconstruire la protection sociale et les services publics. Pas un revenu en dessous de 1600 euros net !

L'interdiction des licenciements, la réquisition et le passage sous gestion ouvrière des entreprises qui licencient, ferment ou délocalisent, bloqueraient immédiatement la hausse du chômage.

La saisie des banques, sans indemnités ni rachat, dans un monopole public sous le contrôle de la population et des salariés du secteur, permettrait de couper net le pouvoir de la finance sur la société.

A l'évidence, seul un gouvernement des travailleurs pourrait mettre en application une telle politique de rupture avec le capitalisme. C'est ce que le candidat du NPA Philippe Poutou, entend défendre durant la campagne électorale.



Philippe

POUTOU 2012

candidat anticapitaliste

aux capitalistes de payer leurs crises !

